

 **ESTONIE : LA FISCALITÉ ET LA COMPTABILITÉ**

Dans cette page : [Les taux d'imposition en Estonie](#) | [Comptabilité et règles comptables en Estonie](#)

**Les taux d'imposition**

**LES TAXES À LA CONSOMMATION**

La nature de la taxe	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) -Käibemaks (en estonien)
Le taux standard	20%
Le taux réduit	<p>Deux taux réduits sont disponibles : 0% et 9%.</p> <p>Un taux réduit de 9% est disponible sur des articles tels que les livres, les périodiques, le matériel médical et les produits pour personnes handicapées, et les services d'hébergement.</p> <p>Les articles détaxés comprennent les biens exportés, la plupart des services exportés, les livraisons intracommunautaires de biens, la vente de certains services à des personnes étrangères et les biens fournis sur des navires et des aéronefs.</p> <p>Des exemptions sont prévues pour les services de soins de santé; transactions immobilières; services financiers; services d'assurance, de réassurance et d'intermédiation en assurances; services éducatifs (uniquement éducation de base non commerciale); loteries et jeux ; services postaux; matériel d'apprentissage lié à l'éducation.</p> <p>L'importation de biens utilisés pour lutter contre l'épidémie de COVID-19 est exonérée de droits de douane et de TVA à l'importation du 30 janvier 2020 au 31 juillet 2020.</p>
Les autres taxes à la consommation	<p>Des droits d'accise sont prélevés sur le tabac, l'alcool, l'électricité, certains matériaux d'emballage et le carburant. Pour plus d'informations sur les droits d'accise, veuillez vous rendre sur le site de l'Administration fiscale et douanière estonienne.</p> <p>Une taxe est prélevée sur les véhicules lourds servant au transport de marchandises, avec des franchises trimestrielles variant entre 0 et 232,6 EUR.</p> <p>Une taxe sur les jeux est prélevée sur les revenus provenant de l'exploitation de jeux d'adresse, de totalisateurs, de paris, de loteries et de loteries promotionnelles. La taxe est également perçue par les tables de jeu et les machines utilisées pour les jeux de hasard dans les locaux autorisés</p> <p>Dans le contexte d'urgence de la Covid-19, les droits d'accise sur certains carburant (tels que le diesel et le gaz naturel) ainsi que sur l'électricité ont été temporairement réduits entre le 1er mai 2020 et le 30 avril 2022.</p>

**LES TAXES SUR LES SOCIÉTÉS**

Impôt sur les sociétés	20% de taxe de distribution, ce qui représente un taux de 20/80 du bénéfice net des distributions
Le taux d'imposition pour les sociétés étrangères	<p>Les sociétés résidentes sont imposées sur les bénéfices distribués à partir de leurs revenus mondiaux, tandis que les établissements stables des sociétés non résidentes ne sont imposés que sur les bénéfices distribués à partir de revenus de source estonienne. Les autres revenus provenant d'Estonie et provenant de non-résidents peuvent être soumis à la retenue à la source libératoire ou au taux de l'impôt sur les sociétés par voie d'évaluation.</p> <p>Les sociétés sont considérées comme résidentes si elles sont établies conformément à la législation estonienne.</p>
La taxation des plus-values	Les plus-values sont considérées comme des revenus ordinaires des entreprises estoniennes résidentes, mais elles sont taxées seulement s'il y a distribution de bénéfice.
Les déductions et les crédits d'impôt	<p>Les sociétés ne sont plus soumises à l'impôt sur le revenu, elles ne sont imposées que sur les bénéfices distribués conformément à la loi estonienne sur l'impôt sur les sociétés. Selon les termes de cette nouvelle loi, les personnes morales sont exonérées d'impôt sur les bénéfices non distribués, qu'ils soient réinvestis ou conservés. Les paiements versés aux sociétés étrangères affiliées sont également exonérés d'impôt lorsqu'ils servent les intérêts commerciaux de l'entreprise. En conséquence, il n'y a pas de provision pour amortissement ni pour report en avant ou en arrière des déficits fiscaux.</p> <p>Depuis le 1er janvier 2018, les entreprises assujetties à l'impôt sur les avantages en nature accordés au personnel peuvent en être exonérées jusqu'à un maximum de 100 euros par trimestre si ces avantages concernent des dépenses de programmes sportifs ou de santé. Les</p>

frais de représentation peuvent être exonérés d'impôt sur les sociétés jusqu'à un maximum de 32 EUR par mois.  
Toutes les taxes payées sont déductibles.

Les autres taxes sur les sociétés

Le foncier est soumis à une taxe qui est calculée en fonction de la valeur estimée du terrain à des taux variant entre 0,1% et 2,5% selon les communes. La taxe peut être payée par les propriétaires ou les utilisateurs.  
La cotisation sociale à la charge de l'employeur s'élève à 33% du salaire (20% pour la caisse de retraite, 13% pour l'assurance maladie). Les employeurs cotisent également 0,8 % du salaire pour l'assurance chômage et retiennent 1,6 % pour les cotisations de leurs employés au régime de pension cumulatif obligatoire, si l'employé a adhéré à ce régime.  
Les employeurs sont redevables de l'impôt sur les avantages sociaux accordés aux salariés. Les avantages sont soumis à un impôt sur les sociétés de 20/80 et à un impôt social de 33 % sur la somme de l'avantage et de l'IRS 20/80 (un avantage en nature de 100 EUR donnerait lieu à un IRS de 25 EUR et à un impôt social de 41,25 EUR avec une taxe de 33 % s'appliquant à 125 EUR). Une taxe sur les jeux est prélevée sur les revenus tirés de l'exploitation de jeux d'adresse, de totalisateurs, de paris, de loteries et de loteries promotionnelles. La taxe est également perçue sur les tables de jeu et les machines utilisées pour les jeux de hasard dans les locaux autorisés. Des taxes s'appliquent aux poids lourds, à des taux variant entre 0 et 930,4 euros par an. Les collectivités locales peuvent également prélever certaines taxes, souvent à des taux négligeables pour les entreprises.

Les autres ressources utiles

Consultez le site Doing Business, pour connaître le montant des impôts et des cotisations obligatoires.

### Comparaison internationale de la fiscalité des entreprises

	Estonie	Europe de l'est & Asie centrale	Etats-Unis	Allemagne
<b>Nombre de paiements de taxes par an</b>	8,0	13,9	10,6	9,0
<b>Temps requis pour les formalités administratives en heures</b>	50,0	226,2	175,0	218,0
<b>Montant total des taxes en % des profits</b>	47,8	36,5	36,6	48,8

Source : Doing Business, Dernières données disponibles.

### LES TAXES SUR LE REVENU DES PERSONNES

#### Le taux standard

L'impôt sur le revenu des personnes physique	20%
Certains paiements de pension qualifiés	10%
Dividendes	Les dividendes versés et éligibles au taux réduit de 14% sont soumises à un impôt libératoire supplémentaire de 7%.

Les déductions et les crédits d'impôt

Il existe une allocation personnelle de base de 6 000 EUR (soit 500 EUR par mois) pour un revenu annuel jusqu'à 14 400 EUR. L'abattement annuel est progressivement réduit pour les revenus annuels compris entre 14 400 et 25 200 euros et est nul pour tout revenu annuel supérieur à 25 200 euros. Cliquez ici pour plus d'informations.  
Les résidents peuvent déduire un supplément de 2 160 EUR pour leur conjoint résident lorsque leur revenu imposable total combiné est inférieur à 50 400 EUR. Une déduction forfaitaire de 20% est disponible pour les revenus provenant de la location de biens immobiliers.

Des déductions supplémentaires sont disponibles pour certaines allocations personnelles supplémentaires, ainsi que certaines dépenses documentées déductibles, qui se répartissent en deux catégories :

- la première catégorie comprend certains versements obligatoires, déductibles sans limitation, notamment les cotisations d'assurance-chômage, les cotisations à un régime obligatoire de retraite cumulative et certaines cotisations obligatoires à des régimes de sécurité sociale étrangers ;

- la deuxième catégorie comprend les déductions autorisées pour des raisons de politique fiscale et dont la déductibilité est soumise à diverses limitations. Il comprend certains intérêts bancaires et de crédit-bail payés dans le cadre de l'acquisition d'une résidence personnelle, certains frais d'études, certains cadeaux et donations et certains versements à des régimes de retraite personnels.

Les régimes spéciaux concernant les expatriés

Les personnes physiques résidentes sont assujetties à l'impôt sur le revenu mondial, quelle que soit l'origine du revenu. Les non-résidents sont imposés sur leurs revenus de source estonienne. Une liste limitée d'éléments imposables s'applique aux non-résidents : revenus du travail dans le cadre d'un contrat de travail ou d'un contrat d'entrepreneur en Estonie ; les revenus d'une entreprise en Estonie ; redevance; les revenus provenant de la location d'actifs situés en Estonie ; les plus-values de cession d'actifs situés en Estonie ; jetons de présence versés par des entreprises estoniennes ou des non-résidents; les revenus d'un sportif ou d'un artiste provenant d'activités en Estonie ; et pensions et bourses d'études.  
À partir de 2022, les non-résidents d'un autre État membre de l'Espace économique européen sont autorisés à demander le calcul de l'exemption de base mensuellement, au moment du

paiement.  
Consultez le site de l'EMTA pour plus de détails.

## LES CONVENTIONS DE NON DOUBLE IMPOSITION

Les pays avec lesquels une convention de non double imposition a été signée	Voir la liste des conventions signées
Les retenues à la source	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Dividendes : 0 % / 7 % (dividendes versés aux personnes physiques si la distribution a été soumise au taux réduit de l'IS aux mains de l'entreprise payeuse)</li><li>▪ Intérêts : 20% pour les résidents / 0% pour les non-résidents ;</li><li>▪ Royalties : 0% (sociétés résidentes)/10% (sociétés et particuliers non-résidents)/20% (personnes physiques résidentes)</li></ul>
Les accords bilatéraux	<p>🇫🇷 La France et l'Estonie sont liées par une convention de non double imposition. Celle-ci a été signée à Paris le 28 octobre 1997 et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2001. Elle tend à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.</p> <p>Télécharger la convention en français.</p>

## LES SOURCES D'INFORMATION FISCALE

Les autorités fiscales	Aperçu des mesures fiscales estoniennes en réponse à la Covid-19 EMTA
Les autres ressources utiles	Agence estonienne pour l'investissement et le commerce - Législation fiscale (en anglais) Loi sur l'impôt sur le revenu estonien - Gazette officielle estonienne

## Comptabilité et règles comptables en Estonie

---

### Les règles comptables

---

L'année fiscale	L'année fiscale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de la même année.
Les normes comptables	<p>Deux principes comptables co-existent dans le droit estonien : les principes de comptabilité estoniens et l'IFRS (International Financial Reporting Standards).</p> <p>Les sociétés commerciales peuvent choisir si elles souhaitent rendre leurs rapports comptables annuels selon les principes comptables de l'Estonie ou ceux de l'IFRS. D'un autre côté, les sociétés cotées en bourse, les institutions de crédit et les sociétés d'assurance sont obligées de suivre l'IFRS.</p> <p>Les Normes de comptabilité estoniennes (RTJ) peuvent être considérées comme une traduction résumée et simplifiée des IFRS.</p>
Les organismes comptables	EASB
La structure des comptes	<p>Les principaux documents financiers en Estonie sont le bilan, le sommaire des résultats et l'état des flux de trésorerie.</p> <p>La législation sur la comptabilité a mis en place toute une série d'exigences formelles pour les documents sources de la comptabilité. Chaque entité doit préparer ses réglementations internes sur la comptabilité et les plans de compte.</p> <p>Les registres de comptabilité peuvent être conservés sur des copies papiers ou électroniques. La déclaration annuelle devra être préparée en estonien et signée par le conseil de la direction.</p>
Les obligations de publication	La publication est rarement utilisée en Estonie. Mais depuis 1997, certains comptes de sociétés sont révélés au public.

Les organismes  
professionnels

Conseil des auditeurs d'Estonie  
EAA , Association Européenne de Comptabilité

La certification et l'audit

L'audit est obligatoire pour la majorité des sociétés depuis 1991. Selon les termes du Code Commercial, l'audit est obligatoire pour toutes les sociétés cotées en bourse, il est aussi obligatoire pour les sociétés privées à responsabilité limitées dont les actions dépassent les 400.000 EKK ou si les exigences d'audit ont été établies dans la loi ou dans les actes d'association. En plus des exigences du Code commercial, selon la Législation sur la comptabilité, l'audit est obligatoire pour toutes les entités qui dépassent deux des trois critères suivants : ventes nettes qui dépassent les 10 millions EKK, plus de 10 employés, des actifs totaux dépassant les 5 millions EKK. Vous pouvez consulter un auditeur externe : KPMG, Deloitte, Ernst & Young, PricewaterhouseCoopers.

Informations comptables

*© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.  
Dernières mises à jour en Décembre 2023*